

Accord national interprofessionnel
RETRAITE DES SALARIÉS NON CADRES
(Accord du 8 décembre 1961)
(15 mars 1988)

(Bulletin officiel n° 1988-11 bis)
(Etendu par arrêté du 21 juin 1988,
Journal officiel du 30 juin 1988)

AVENANT N° 121 DU 8 MARS 2013
MODIFIANT L'ANNEXE A À L'ACCORD DU 8 DÉCEMBRE 1961
NOR : ASET1350523M

Entre :

La CGPME ;

L'UPA ;

Le MEDEF,

D'une part, et

La CGT ;

La CFDT ;

La CGT-FO ;

La CFTC ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les articles 27, 30 et 32 de l'annexe A à l'accord du 8 décembre 1961 sont modifiés comme ci-après :

A l'article 27 « Droits des conjoints survivants », les cinq premiers alinéas sont inchangés.

Au dernier alinéa, *in fine*, la phrase est modifiée comme suit :

« A partir du premier jour du mois ou du trimestre civil suivant, selon que les allocations de réversion ont été versées mensuellement ou trimestriellement. »

A l'article 30 « Date d'effet », les 3^e, 4^e et 5^e alinéas du chapitre I^{er} « Date d'effet de l'allocation » sont désormais libellés comme suit :

« Toutefois, en cas de décès d'un participant, la ou les allocations de réversion prennent effet :

– s'il s'agit de droits issus d'un allocataire, au premier jour du mois ou du trimestre civil suivant le décès selon que les allocations de droits directs ont été versées mensuellement ou trimestriellement (sauf si les droits directs étaient payés annuellement) ;

– s’il s’agit de droits issus d’un participant non encore allocataire, au premier jour du mois civil suivant le décès. »

Le reste est sans changement.

A l’article 32 « Liquidation et paiement des allocations », les deux premiers alinéas du chapitre III « Paiement des allocations » sont remplacés par le texte suivant :

« Les allocations sont versées d’avance (terme à échoir) :

a) Mensuellement dans les pays ou territoires énumérés par voie de délibération. Cette périodicité est définitive ;

b) Trimestriellement dans les autres pays ou territoires. Toutefois, l’allocataire peut demander à percevoir ses allocations mensuellement. Cette option vaut pour toutes les allocations servies par les institutions ARRCO ainsi que par les institutions AGIRC appartenant au même groupe de protection sociale. Une fois exercée, cette option est irrévocable et s’applique à la date d’effet de la retraite ou au premier jour du trimestre civil qui suit la demande.

Les allocations correspondant au mois ou au trimestre (selon la périodicité de versement) au cours duquel intervient le décès du participant sont versées intégralement, sans prorata au décès. »

Le reste du chapitre III est inchangé.

Il est créé un chapitre IV « Date de suppression d’une allocation ou d’un avantage » libellé comme suit :

« Dans les cas où les mesures prévues par le présent accord ou ses annexes (ou les délibérations prises pour leur application) prévoient la suppression d’une allocation ou d’un avantage de retraite, le service de cette allocation ou avantage est supprimé à partir du premier jour du mois ou du trimestre civil suivant le fait générateur selon que le versement est mensuel ou trimestriel.

En cas de versement annuel, le service de l’allocation ou de l’avantage est supprimé à partir de l’échéance qui suit le fait générateur. »

Article 2

Les dispositions du présent avenant s’appliquent aux allocations versées à compter du 1^{er} janvier 2014.

Fait à Paris, le 8 mars 2013.

(Suivent les signatures.)